

Arrêt

n° 255 147 du 27 mai 2021
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître L. VAN DE KEERE
Vogelmarkt 31 A
9000 GENT

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 14 décembre 2020, par X, qui se déclare de nationalité albanaise, tendant à la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement et de l'interdiction d'entrée, pris le 13 novembre 2020.

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 mars 2021 convoquant les parties à l'audience du 9 avril 2021.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me L. VAN DE KEERE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Mes D. MATRAY et S. ARKOULIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer avec certitude.

1.2. En date du 13 novembre 2020, il a fait l'objet d'un contrôle administratif dans le cadre d'un flagrant délit de faux, usage de faux et usurpation d'identité à la suite duquel il s'est vu délivrer un ordre de quitter le territoire et une interdiction d'entrée de trois ans.

Ces décisions, qui constituent les actes attaqués, sont motivées comme suit :

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement :

« [...]

L'intéressé a été entendu par la SPC Bruxelles le 13.11.2020 et ses déclarations ont été prises en compte dans cette décision.

[...]

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits et/ou constats suivants :

Article 7, alinéa 1er :

☒ 2°

O l'étranger non soumis à l'obligation de visa demeure dans le Royaume au-delà de la durée maximale de 90 jours sur toute période de 180 jours prévue à l'article 20 de la Convention d'application de l'accord de Schengen, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé ;

☒ 3° si, par son comportement, il est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé demeure sur les territoires des Etats Schengen depuis le 21.01.2020 soit 208 jours.

L'intéressé a été intercepté en flagrant délit de faux et usage de faux et usurpation d'identité, PV n° [...] de la SPC Bruxelles.

Eu égard au caractère délictueux de ces (sic), on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé déclare être venu en Belgique afin de travailler dans le bâtiment. A cause du virus Covid-19, il n'y aurait plus de travail. L'intention ou la volonté de travailler non concrétisée par la délivrance d'un permis de travail n'empêche pas un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger en vue d'y lever les autorisations requises. L'intéressé ne dispose pas de l'autorisation de travail requise et ne peut dès lors pas exercer la moindre activité lucrative. De plus, cet élément n'ouvre pas le droit au séjour.

En outre, l'intéressé peut réaliser son souhait de participer au marché du travail dans son pays d'origine afin de se réintégrer.

L'intéressé a été entendu le 13.11.2020 par la SPC Bruxelles et ne déclare pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article (sic) 3 et 8 de la CEDH.

Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

☒ Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite.

☒ Article 74/14 § 3, 3° : le ressortissant d'un pays tiers constitue un danger pour l'ordre public.

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

1° L'intéressé n'a pas introduit sa demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi.

L'intéressé prétend séjourner en Belgique depuis 5 semaines. Le dossier administratif ne montre pas qu'il a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue.

2° L'intéressé a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux dans le cadre d'une procédure de protection internationale, de séjour, d'éloignement ou refoulement.

L'intéressé a utilisé un alias lors d'une précédente arrestation :

[A.A.] [...] 1974

L'intéressé a également usurpé une identité avec une fausse carte d'identité grecque :

[M.N.] [...] 1978

3° L'intéressé n'a pas collaboré dans ses rapports avec les autorités.

L'intéressé ne s'est pas présenté à la commune dans le délai déterminé par l'article 5 de la loi du 15/12/1980 et ne fournit aucune preuve qu'il loge à l'hôtel.

L'intéressé a été intercepté en flagrant délit de faux et usage de faux et usurpation d'identité, PV n° BR.[...] de la SPC Bruxelles.

Eu égard au caractère délictueux de ces (sic), on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

Reconduite à la frontière

[...]

Maintien

[...] ».

- S'agissant de l'interdiction d'entrée :

« [...]

L'intéressé a été entendu par la SPC Bruxelles le 13.11.2020 et ses déclarations ont été prises en compte dans cette décision.

[...]

Une interdiction d'entrée d'une durée de 3 ans est imposée pour l'ensemble du territoire Schengen.

Si l'intéressé est en possession d'un titre de séjour valable délivré par un des Etats membre, cette interdiction d'entrée est valable uniquement pour le territoire belge.

La décision d'éloignement du 13.11.2020 est assortie de cette interdiction d'entrée.

L'interdiction d'entrée est délivrée en application de l'article mentionné ci-dessous de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

Article 74/11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que :

☒ *1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire.*

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

1° L'intéressé n'a pas introduit de demande de séjour ou de protection internationale à la suite de son entrée illégale ou durant son séjour illégal ou dans le délai prévu par la présente loi.

L'intéressé prétend séjourner en Belgique depuis 5 semaines. Le dossier administratif ne montre pas qu'il a essayé de régulariser son séjour de la manière légalement prévue.

2° L'intéressé a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux dans le cadre d'une procédure de protection internationale, de séjour, d'éloignement ou refoulement.

L'intéressé a utilisé un alias lors d'une précédente arrestation :

[A.A.] [...] 1974

L'intéressé a également usurpé une identité avec une fausse carte d'identité grecque :

[M.N.] [...] 1978

3° L'intéressé n'a pas collaboré dans ses rapports avec les autorités.

L'intéressé ne s'est pas présenté à la commune dans le délai déterminé par l'article 5 de la loi du 15/12/1980 et ne fournit aucune preuve qu'il loge à l'hôtel.

L'intéressé a été intercepté en flagrant délit de faux et usage de faux et usurpation d'identité, PV n° BR.[...] de la SPC Bruxelles.

Eu égard au caractère délictueux de ces (sic), on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

Motifs pour lesquels une interdiction d'entrée est infligée à l'intéressé.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de trois ans, parce que :

L'intéressé déclare être venu en Belgique afin de travailler dans le bâtiment. A cause du virus Covid-19, il n'y aurait plus de travail. L'intention ou la volonté de travailler non concrétisée par la délivrance d'un permis de travail n'empêche pas un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger en vue d'y lever les autorisations requises. L'intéressé ne dispose pas de l'autorisation de travail requise et ne peut dès lors pas exercer la moindre activité lucrative. De plus, cet élément n'ouvre pas le droit au séjour.

En outre, l'intéressé peut réaliser son souhait de participer au marché du travail dans son pays d'origine afin de se réintégrer.

L'intéressé a été entendu le 13.11.2020 par la SPC Bruxelles et ne déclare pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux. Cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article (sic) 3 et 8 de la CEDH.

Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des circonstances particulières tel que prévu par l'article 74/11.

Eu égard au caractère délictueux de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public.

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge et à troubler l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 3 ans n'est pas disproportionnée.

[...] ».

1.3. Le requérant a introduit une demande de protection internationale le 20 novembre 2020. Le 24 décembre 2020, la partie défenderesse a pris, à son égard, une décision de refus de prise en considération d'une demande d'asile.

1.4. Le 20 janvier 2021, le requérant a été rapatrié sans opposition en Albanie.

2. Recevabilité du recours en tant qu'il vise l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement

S'agissant de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement querellé, le Conseil constate, à la lecture du dossier administratif, que le requérant a été rapatrié en date du 20 janvier 2021 en Albanie.

Le Conseil constate que suite au rapatriement du requérant, la décision querellée a été exécutée en sorte que le recours est devenu sans objet.

Interrogé quant à ce à l'audience du 9 avril 2021, le requérant, par l'intermédiaire de son avocat, s'est référé à la sagesse du Conseil.

Il s'ensuit que le recours est irrecevable à défaut d'objet.

3. Exposé des moyens en ce qu'ils visent l'interdiction d'entrée

3.1. Le requérant prend un premier moyen dirigé à l'encontre des deux actes attaqués, libellé comme suit : « SCHENDING van de Algemene Beginnselen van Behoor Bestuur , met name het ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL en de MATERIËLE MOTIVERINGSVERPLICHTING, artikel 41 van het HANDVEST VAN DE GRONDRECHTEN VAN DE EUROPESE UNIE. »

3.1.1. Dans une *première branche*, le requérant expose ce qui suit :

« **Dat** de bestreden beslissing werd genomen op basis van het administratief dossier.

Het administratief dossier bevat niet het PV BR.55.[...] van de Brusselse spoorwegpolitie, waarnaar meermaals verwezen wordt in de bestreden beslissing.

Het administratief dossier bevat weliswaar wel een kort verslag van een politieagent, met name [K.D.]. *In casu* is er sprake van zogenaamde 'flagrante' misdrijven, zoals zij worden omschreven in de bestreden beslissing.

Het PV is het meest dienende stuk is voor een zorgvuldige en accurate feitenvinding, al zeker wanneer het een feitenvinding betreft die betrekking heeft op een misdrijf.

Door enkel het verslag te hanteren voor de beoordeling van de feiten wordt door de beslissingnemende overheid niet de nodige zorgvuldigheid aan de dag gelegd en bovendien wordt het onmogelijk gemaakt voor de bestuurde om nog een controle uit te voeren op de regelmatigheid van de wijze waarop de informatie werd bekomen en de accuraatheid van diezelfde informatie.

Zo is het niet mogelijk om na te gaan of er al dan rekening werd gehouden met de basisgrondrechten bij het verhoor door politie van verdachten (cautieplicht, recht op bijstand advocaat, recht op bijstand van een tolk, recht om te zwijgen, recht op kopie,...)?

Zo is niet op te maken of er al dan niet gebruik werd gemaakt van een **tolk**?

Zo is zelfs niet op te maken de mogelijkheid heeft gekregen om zijn verklaringen na te lezen, en eventueel aan te vullen of te verbeteren (er is immers geen verhoorblad gevoegd)? Verzoeker heeft nooit een kopie aangeboden gekregen van enige verklaring.

Bovendien blijkt ook absoluut niet dat er sprake is van enige vervolging. Indien immers geen enkele rechtsvervolging wordt ingesteld voor deze zogenaamde 'flagrante' misdrijven kan men zich de vraag stellen bij de waarachtigheid van deze bewering - met name dat het zou gaan om een flagrant misdrijf.

Terwijl een beslissingnemende overheid conform het Algemeen Beginsel van Behoorlijk Bestuur de nodige zorgvuldigheid aan de dag moeten leggen bij de feitenvinding.

Ook het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie stipuleert dat overheden zorgvuldig dienen op te treden.

De materiële motiveringsplicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op motieven waarvan het feitelijke bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking kunnen worden genomen. Bij de beoordeling van de naleving van de materiële motiveringsplicht is de "annulatierechter" niet bevoegd om zijn oordeel omtrent de feiten in de plaats te stellen van het oordeel van de administratieve overheid. Hij is enkel bevoegd om desgevraagd de na te gaan of de administratieve overheid is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan binnen de perken van de redelijkheid tot haar besluit is kunnen komen. (Rvs 25 november 2014, nr. 229.301, RvS 25 oktober 2010, nr. 208.384, rvS 8 september 2008, nr 186.088, RvS 14 juli 2008, nr. 185.388,...).

Zodat er sprake is van een schending van het de Algemene Beginselen van Behoorlijk Bestuur, met name het zorgvuldigheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting en artikel 41 van het handvest van de grondrechten van de Europese unie.

Het korte politieverlag dat aan het administratief dossier werd gevoegd kan dan ook niet beschouwd worden als bevattende afdoende precieze vaststellingen en een zorgvuldige overheid kan dan ook niet louter en alleen op basis van het korte verslag concluderen dat wat er in dat verslag te lezen staat afdoende vaststaat.

De overheid kon dan ook niet zondermeer aannemen dat er sprake is van een gevaar voor de openbare orde of openbare veiligheid op basis van het administratief dossier.

Uit het verslag kan niet worden afgeleid dat verzoeker een gevaar zou zijn voor de openbare orde of openbare veiligheid."

3.1.2. Dans une *deuxième branche*, le requérant expose ce qui suit :

« **Dat** de bestreden beslissing werd gestaafd op een manier waarbij de stukken van het dossier niet de motieven van de beslissing weerspiegelen.

Zo kan uit het verslag niet zonder meer worden vastgesteld dat er sprake is van het misdrijf aanmatiging van naam.

Ten eerste blijkt dat verzoeker met behulp van zijn Albanese 'biometrische paspoort' zich identificeerde bij het loket om een treinticket te kopen, en vervolgens hetzelfde deed bij de identiteitscontrole door de politie.

Verzoeker heeft dan ook steeds zijn ware identiteit gebruikt om zich kenbaar te maken.

Er kan dan ook geen sprake is van een flagrant geval van het misdrijf 'aanmatiging van naam'.

Ook wanneer dan verder in de beslissing wordt gesteld dat verzoeker ook in verleden een valse naam zou hebben gebruikt, wordt door de beslissingnemende overheid totaal over het hoofd gezien dat het simpelweg een spelfout betreft (Allabaku, met één T i.p.v. twee), zoals *nota bene* letterlijk te lezen is in het administratief dossier.

Ten tweede blijkt niet dat verzoeker enig ander document in België gebruikt heeft dan zijn biometrische Albanese paspoort, zodat ook geen sprake is van een "flagrant" geval van gebruik van valse documenten.

Uit het verslag blijkt immers helemaal niet dat het Griekse identiteitsdocument werd gebruikt in België .

Ten derde blijkt niet uit het verslag dat er sprake is van een illegale tewerkstelling in België, zelf niet dat hij dit zou geaspireerd hebben. De beslissingnemende overheid lijkt bovendien te vergeten dat de tewerkstelling van een derdelander in België wel degelijk op een legale manier mogelijk is. Het zoeken naar werk als een derdelander in België is dan ook niet verboden.

Terwijl een beslissingnemende overheid conform het Algemeen Beginsel van Behoorlijk Bestuur de nodige zorgvuldigheid aan de dag moeten leggen bij de feitengaring.

Ook het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie stipuleert dat overheden zorgvuldig dienen op te treden.

De materiële motiveringsplicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op motieven waarvan het feitelijke bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking kunnen worden genomen. Bij de beoordeling van de naleving van de materiële motiveringsplicht is de "annulatierechter" niet bevoegd om zijn oordeel omtrent de feiten in de plaats te stellen van het oordeel van de administratieve overheid. Hij is enkel bevoegd om desgevraagd de na te gaan of de administratieve overheid is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan binnen de perken van de redelijkheid tot haar besluit is kunnen komen. (Rvs 25 november 2014, nr. 229.301, RvS 25 oktober 2010, nr. 208.384, rVS 8 september 2008, nr 186.088, RvS 14 juli 2008, nr. 185.388,...).

Zodat er sprake is van een schending van het de Algemene Beginselen van Behoorlijk Bestuur, met name het zorgvuldigheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting en artikel 41 van het handvest van de grondrechten van de Europese unie.

Uit het administratief kan niet zondermeer worden afgeleid dat er inderdaad sprake is van het plegen van het misdrijf aanmatiging van naam of gebruik van valse documenten.

Bijgevolg kan niet zondermeer worden afgeleid dat verzoeker door zijn houding een gevaar zou kunnen vormen voor de openbare orde of openbare veiligheid."

3.1.3. Dans une *troisième branche*, le requérant expose ce qui suit :

« **Dat** de beslissingnemende overheid in haar beslissing stelt dat de maximale termijn van kort verblijf door de bestuurde werd overschreden.

Dat de beslissingnemende overheid in haar beslissing stelt dat verzoeker al 208 dagen op het Schengengrondgebied zou verblijven.

Dat de beslissingnemende overheid deze duur van verblijf heeft berekend door rekening te houden met de laatste inreisstempel in het Albanese biometrische paspoort van verzoeker.

Dat de overschrijding van de termijn van kort verblijf niet is af te leiden uit de verklaringen van verzoeker.

Dat verzoeker, zoals blijkt uit het verslag van de politieagent Kamiel DEMOULIN, enkel stelt dat verzoeker verklaarde te zijn aangekomen in België "5 weken geleden" en helemaal in het begin "enkele dagen" verbleven te hebben in Duitsland.

Dat deze termijn dus alleszins niet overeenkomt met de voorgehouden 208 dagen.

Terwijl een beslissingnemende overheid conform het Algemeen Beginsel van Behoorlijk Bestuur de nodige zorgvuldigheid aan de dag moeten leggen bij de feitengaring.

Ook het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie stipuleert dat overheden zorgvuldig dienen op te treden.

De materiële motiveringsplicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op motieven waarvan het feitelijke bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking kunnen worden genomen. Bij de beoordeling van de naleving van de materiële motiveringsplicht is de "annulatierechter" niet bevoegd om zijn oordeel omtrent de feiten in de plaats te stellen van het oordeel van de administratieve overheid. Hij is enkel bevoegd om desgevraagd de na te gaan of de administratieve overheid is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan binnen de perken van de redelijkheid tot haar besluit is kunnen komen. (Rvs 25 november 2014, nr. 229.301, RvS 25 oktober 2010, nr. 208.384, rvs 8 september 2008, nr 186.088, RvS 14 juli 2008, nr. 185.388,...).

De hoorplicht verplicht voor de administratieve overheden van een lidstaat telkens wanneer zij besluiten nemen die binnen de werkingssfeer van het Unierecht vallen, zelfs wanneer de toepasselijke reglementering niet uitdrukkelijk in een dergelijke formaliteit voorziet (HvJ Sopropé, C-349/07). Ook de Raad van State en het Grondwettelijk Hof erkennen het hoorrecht als een algemeen rechtsbeginsel dat gerespecteerd moet worden, zelfs wanneer dit niet uitdrukkelijk voorzien is bij wet (RvS 15/9/04, nr. 134.963; GwH 30/3/99, nr. 40/99). Bijgevolg moet het beginsel van het hoorrecht evenzeer gerespecteerd worden bij beslissingen over kort verblijf, bij weigeringen van verblijf, bij de afgifte van een BGV aan een persoon in onwettig verblijf en bij andere beslissingen die de belangen van de vreemdeling nadelig aantasten. Ook wanneer dit niet voorzien is in de Verblijfswet.

Uit rechtspraak volgt dat de overheid verplicht is vóór het nemen van de beslissing aan de betrokkene mee te delen op welke elementen de administratie haar besluit wil baseren (HvJ 11-12-2014, Boudjlida, C-249/13;

HvJ 18-12-2008, Sopropé, C-349/07; HvJ C-32/95, Commissie/Lisrestal; en Mediocurso/Commissie; RvS nr. 146.472, 23 juni 2005; RvS 126.220, 9 december 2003).

Zodat er sprake is van een schending van het de Algemene Beginselen van Behoorlijk Bestuur, met name het zorgvuldigheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting en artikel 41 van het handvest van de grondrechten van de Europese unie, het hoorrecht en informatieplicht.

Dat verzoeker niet in de mogelijkheid werd gesteld om het bewijs te leveren dat hij de maximale termijn van kort verblijf niet heeft overschreden. Nochtans bleek duidelijk uit zijn verklaringen dat deze termijn niet was overschreden (zie hierboven) zodat door de beslissingnemende overheid geanticipeerd kon worden door haar voorgenomen beslissing op grond van artikel 7, §1, 2° Vw (het is te zeggen het overschrijden van de maximale termijn van kort verblijf) kenbaar te maken en verzoeker uit te nodigen om desgevallend het tegenbewijs te leveren.

Dat de overheid zich schuldig heeft gemaakt aan onzorgvuldige feitengaring door de verklaringen van verzoeker niet te onderzoeken, minstens de mogelijk te laten dit alsnog te doen."

3.1.4. Dans une *quatrième branche*, le requérant expose ce qui suit :

« **Dat** de beslissingnemende overheid geen termijn heeft toegelaten aan verzoeker om het bevel na te leven tevens besloten werd tot vasthouding met oog op verwijdering.

De overheid stelde dat er sprake is van een risico op vlucht. Tevens wordt gesteld dat verzoeker een gevaar uitmaakt voor de openbare orde.

Het risico op vlucht wordt als volgt gepreciseerd (eigen vertaling):

1° Betrokkene heeft nog geen aanvraag tot verblijf geformuleerd, nog een verzoek tot internationale bescherming volgend op zijn illegale binnenkomst of gedurende zijn illegaal verblijf of binnen de zo kortst mogelijke termijn.

Betrokkene houdt voor reeds 5 weken in België te verblijven en toont niet aan dat hij geprobeerd heeft om zijn verblijf te regulariseren.

2° Betrokkene maakte gebruik van valse of bedrieglijke informatie of valse of bedrieglijke documenten, of heeft gebruik gemaakt van bedrog of andere illegale middelen in het kader van een procedure tot internationale bescherming, verblijf, verwijdering of terugbrenging.

Betrokkene maakte gebruik van een alias ten tijde van een vroegere arrestatie:

[A.A.] °16.05.1974

Betrokkenen maakte gebruik van een valse identiteit met een valse Griekse identiteitskaart:

[M.N.] °13.09.1978

3° betrokkene werkte niet mee met de autoriteiten.

betrokkene heeft zich niet aangemeld bij de gemeente binnen de termijn opgelegd door artikel 5 van de wet van 15 december 1980 en legt geen enkel bewijs voor van verblijf in een hotel.

Het gevaar voor de openbare orde wordt als volgt gepreciseerd (eigen vertaling):

9 van 12

Betrokkene werd tegengehouden op flagrante inbreuk van valsheid, gebruik van valse documenten en aanmatiging van naam, PV °BR.55.FC.[...]/2020 van de Spoorwepolitie Brussel.

Gezien het criminele karakter hiervan, kunnen we besluiten dat betrokkene, door zijn houding geacht wordt de openbare orde of openbare veiligheid te kunnen schaden.

Dat zoals reeds hierboven gesteld (zie uiteenzetting punten 3, 7.1., 7.2., 7.3.) duidelijk blijkt dat er geen sprake is van een aangetoonde overschrijding van de termijn van korte duur, minstens dat verzoeker niet in de mogelijkheid werd gesteld het tegenbewijs te leveren.

Dat het niet afdoend is komen vast te staan dat er inderdaad sprake was van het plegen van misdrijven door verzoeker.

Dat ook het gebruik van een zogenaamd alias ten tijde van een arrestatie in 2003 niet is komen vast te staan.

Het betreft kennelijk een schrijffout (geboortedatum en uitspraak van naam is precies dezelfde).

Dat zelfs niet is komen vast te staan dat verzoeker gearresteerd werd (dit is immers niet te lezen in het administratief dossier).

Terwijl een beslissingnemende overheid conform het Algemeen Beginsel van Behoorlijk Bestuur de nodige zorgvuldigheid aan de dag moeten leggen bij de feitengaring.

Ook het Handvest van de Grondrechten van de Europese Unie stipuleert dat overheden zorgvuldig dienen op te treden.

De materiële motiveringsplicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op motieven waarvan het feitelijke bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking kunnen worden genomen. Bij de beoordeling van de naleving van de materiële motiveringsplicht is de “annulatierechter” niet bevoegd om zijn oordeel omtrent de feiten in de

plaats te stellen van het oordeel van de administratieve overheid. Hij is enkel bevoegd om desgevraagd de na te gaan of de administratieve overheid is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan binnen de perken van de redelijkheid tot haar besluit is kunnen komen. (Rvs 25 november 2014, nr. 229.301, RvS 25 oktober 2010, nr. 208.384, rVS 8 september 2008, nr 186.088, RvS 14 juli 2008, nr. 185.388,...).

Zodat er sprake is van een schending van het de Algemene Beginselen van Behoor Bestuur, met name het zorgvuldigheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting en artikel 41 van het handvest van de grondrechten van de Europese unie, het hoorrecht en informatieplicht aangezien de beslissing niet berust op een corecte feitengaring, en de beslissing geen grond vindt in de juiste feitelijke gegevens.”

3.2. Le requérant prend un deuxième moyen à l'encontre de l'interdiction d'entrée, libellé comme suit :

« *Aangaande het inreisverbod* : [...] SCHENDING van de Algemene Beginselen van Behoor Bestuur, met name het ZORGVULDIGHEIDSBEGINSEL, de MATERIËLE MOTIVERINGSVERPLICHTING en het REDELIJKHEIDSBEGINSEL, artikel 41 van het HANDVEST VAN DE GRONDRECHTEN VAN DE EUROPESE UNIE, HOORRECHT, INFORMATIEPLICHT en ARTIKEL 8 EVRM.

[...]

Dat verzoeker kinderen heeft, waarvan de jongste slechts 5 jaar, die sinds kort wonen in Frankrijk. Verzoeker is recentelijk gescheiden in Albanië, en zijn ex-vrouw is verhuisd met de kinderen naar Frankrijk.

Dat uit het administratief dossier enkel blijkt dat gevraagd werd of verzoeker familie heeft in België – en dit natuurlijk om schendingen van artikel 8 van het EVRM te vermijden.

Dat vervolgens daarentegen door de beslissingnemende overheid een inreisverbod werd opgelegd voor het Schengen-grondgebied - en niet louter België.

Dat een inreisverbod voor het hele Schengen-grondgebied, en dus ook Frankrijk, het bijzonder moeilijk zal maken voor verzoeken om de familiale banden met zijn minderjarige kinderen te behouden.

Dat dit immers zou betekenen dat hij niet zelf te minderjarige kinderen zou kunnen bezoeken, en volledig afhankelijk is van zijn ex-vrouw om de kinderen te kunnen zien.

Terwijl een beslissingnemende overheid conform het Algemeen Beginsel van Behoorlijk Bestuur de nodige zorgvuldigheid aan de dag moeten leggen bij de feitengaring.

Ook het Flandvest van de Grondrecht van de Europese Unie stipuleert dat overheden zorgvuldig dienen op te treden.

De materiële motiveringsplicht houdt in dat iedere administratieve rechtshandeling moet steunen op motieven waarvan het feitelijke bestaan naar behoren is bewezen en die in rechte ter verantwoording van die handeling in aanmerking kunnen worden genomen. Bij de beoordeling van de naleving van de materiële motiveringsplicht is de “annulatierechter” niet bevoegd om zijn oordeel omtrent de feiten in de plaats te stellen van het oordeel van de administratieve overheid. Hij is enkel bevoegd om desgevraagd de na te gaan of de administratieve overheid is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of zij die correct heeft beoordeeld, en of zij op grond daarvan binnen de perken van de redelijkheid tot haar besluit is kunnen komen. (Rvs 25 november 2014, nr. 229.301, RvS 25 oktober 2010, nr. 208.384, rVS 8 september 2008, nr 186.088, RvS 14 juli 2008, nr. 185.388,...).

De hoorplicht verplicht voor de administratieve overheden van een lidstaat telkens wanneer zij besluiten nemen die binnen de werkingssfeer van het Unierecht vallen, zelfs wanneer de toepasselijke reglementering niet uitdrukkelijk in een dergelijke formaliteit voorziet (HvJ Sopropé, C-349/07). Ook de Raad van State en het Grondwettelijk Hof erkennen het hoorrecht als een algemeen rechtsbeginsel dat gerespecteerd moet worden, zelfs wanneer dit niet uitdrukkelijk voorzien is bij wet (RvS 15/9/04, nr. 134.963; GwH 30/3/99, nr. 40/99). Bijgevolg moet het beginsel van het hoorrecht evenzeer gerespecteerd worden bij beslissingen over kort verblijf, bij weigeringen van verblijf, bij de afgifte van een BGV aan een persoon in onwettig verblijf en bij andere beslissingen die de belangen van de vreemdeling nadelig aantasten. Ook wanneer dit niet voorzien is in de Verblijfswet.

Uit rechtspraak volgt dat de overheid verplicht is vóór het nemen van de beslissing aan de betrokkene mee te delen op welke elementen de administratie haar besluit wil baseren (HvJ 11-12-2014, Boudjlida, C-249/13; HvJ 18-12-2008, Sopropé, C-349/07; HvJ C-32/95, Commissie/Lisrestal; en Mediocurso/Commissie; RvS nr. 146.472, 23 juni 2005; RvS 126.220, 9 december 2003).

Zodat de beslissingnemende overheid, wanneer zij zich voorneemt om een inreisverbod op te leggen met betrekking tot het Schengen-grondgebied, om de nodige zorgvuldigheid aan de dacht te leggen in het algemeen, en het hoorrecht te respecteren in bijzonder, dient te verzoeken of de bestuurde familieleden heeft die wonen op het Schengen-grondgebied, en niet enkel het Belgische grondgebied, zodat de impact van deze voorgenomen beslissing op het familieleven van de bestuurde correct kan worden ingeschat.

Zodat er sprake is van een schending van het de Algemene Beginselen van Behoor Bestuur, met name het zorgvuldigheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting, artikel 41 van het handvest van de grondrechten van de Europese unie en artikel 8 EVRM.

Dat de overheid, door te bepalen dat er een inreisverbod dient te worden opgelegd voor een duur van 3 jaar voor het gehele SCHENGEN-grondgebied niet binnen de perken van de redelijkheid heeft geoordeeld aangezien de feiten een dergelijke maatregel kennelijk niet verantwoorden.

Dat de overheid zich minstens niet heeft gebaseerd op afdoende aangetoonde feiten.

Dat in elk geval *in casu* de beslissing een schending uitmaakt van artikel 8 EVRM aangezien zij het het familieleven van verzoeker ernstig schaadt ».

4. Discussion

4.1. Sur les *première et deuxième branches réunies* du premier moyen, le Conseil observe que si le procès-verbal n° BR.55[...] auquel l'acte querellé se réfère ne figure pas au dossier administratif, sa teneur est reproduite dans le rapport administratif de contrôle d'un étranger établi en date du 13 novembre 2020, lequel est quant à lui versé audit dossier de sorte que le requérant est en mesure de comprendre les griefs formulés à son égard par la partie défenderesse. Par ailleurs, le Conseil constate que le requérant focalise ses griefs à l'encontre de ce procès-verbal sans toutefois s'être inscrit en faux contre celui-ci en manière telle que ses critiques sont dépourvues d'utilité.

In fine, le Conseil rappelle que la partie défenderesse peut prendre des décisions fondées sur le motif que l'étranger représente, par son comportement, un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale sans qu'il n'ait préalablement fait l'objet de poursuites pénales ou d'une décision judiciaire le condamnant contrairement à ce que le requérant tente de faire péremptoirement accroire en termes de requête.

Partant, les première et deuxième branches du premier moyen ne sont pas fondées.

4.2. Sur les *troisième et quatrième branches réunies* du premier moyen, le Conseil observe qu'elles sont dirigées contre l'ordre de quitter le territoire de sorte qu'elles sont irrecevables conformément à ce qui a été exposé au point 2 du présent arrêt.

4.3. Sur le deuxième moyen, s'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil ne peut que constater, d'une part, qu'il ne peut être question d'une violation de cette disposition dans la mesure où l'existence d'une prétendue vie familiale, alléguée de manière totalement péremptoire, a lieu en dehors du territoire belge et que, d'autre part, le requérant a précisé à plusieurs reprises vouloir repartir en Albanie, affirmation qui contredit de toute évidence son souhait de retrouver son ex-épouse et ses enfants mineurs en France.

A titre superfétatoire, le Conseil souligne que la décision attaquée porte « qu'une interdiction d'une durée de 3 ans est imposée pour l'ensemble du territoire Schengen. Si l'intéressé est en possession d'un titre de séjour valable délivré par un des Etats membres, cette interdiction est valable uniquement pour le territoire belge » de sorte que le requérant n'a aucun intérêt au grief aux termes duquel « Dat een inreisverbod voor het hele Schengen-grondgebied, en dus ook Frankrijk, het bijzonder moeilijk zal maken voor verzoeken om de familiale banden met zijn minderjarige kinderen te behouden ».

In fine, s'agissant de la violation alléguée du droit d'être entendu, le Conseil observe que le requérant ne précise nullement, de manière un tant soit peu étayée, les éléments qu'il aurait voulu communiquer à la partie défenderesse, hormis la simple référence au séjour de son ex-épouse, avec laquelle il n'a, selon ses déclarations, plus aucun contact depuis plusieurs années, et à celui de ses enfants mineurs en France, dont il évoque l'existence pour la première fois en termes de requête, et qui auraient pu infirmer les constats dressés par la partie défenderesse au sujet de sa situation personnelle, de sorte que le Conseil ne perçoit pas l'intérêt du requérant à soulever pareils griefs.

En tout état de cause, le requérant ayant eu la possibilité de faire valoir ses arguments dans le cadre de son audition du 20 novembre 2020 et restant en défaut de préciser quels autres éléments n'auraient pas été pris en considération par la partie défenderesse, ce reproche est en réalité dénué de tout fondement.

4.4. Partant, aucun des moyens n'est fondé.

5. Débats succincts

5.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept mai deux mille vingt et un par :

Mme V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT